

Libre-échange : opération séduction

Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, a profité de son passage au Luxembourg pour exposer les bienfaits du libre-échange sur l'économie du pays.

À une époque où les accords internationaux de libre-échange se multiplient et engendrent de nombreuses vagues de protestations, les institutions comme l'Union européenne tentent régulièrement d'expliquer les effets positifs d'un accord de libre-échange dans une société qui se globalise de plus en plus. De passage hier au Luxembourg, Cecilia Malmström, commissaire européenne au Commerce, s'est chargée du service après-vente.

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

Hier, c'est la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, qui est venue faire la promotion du libre-échange au Luxembourg, un pays où l'économie repose en très grande partie sur les importations et exportations.

Devant une salle de la Chambre de

commerce pleine, Cecilia Malmström a donc souligné les effets bénéfiques d'un accord de libre-échange pour les petites et moyennes entreprises luxembourgeoises, cœur de l'économie grand-ducale. «**En Europe, un emploi sur sept dépend des exportations. Au Luxembourg, ce chiffre monte à un emploi sur trois, soit plus de 100 000 emplois qui dépendent du commerce tourné vers l'extérieur, ce qui démontre que le libre-échange et nos accords sont essentiels**», a expliqué Cecilia Malmström.

Des exemples au niveau local

Il est intéressant de voir que 83 % du commerce au Luxembourg repose sur les importations et les exportations et de comprendre que des accords de libre-échange peu-

vent évidemment faciliter le travail des petites et moyennes entreprises qui n'ont ni les moyens ni les structures pour s'attaquer aux méandres de l'administration au niveau international lorsqu'il s'agit de commercer avec des pays n'ayant pas d'accords de libre-échange avec le Luxembourg, donc avec l'Union européenne. Pour illustrer son propos, la commissaire européenne suédoise a pris l'exemple du partenariat noué entre l'Union européenne et la Corée du Sud depuis maintenant six ans. «**Nos exportations ont augmenté de 55 %**», a souligné Cecilia Malmström, avant de prendre un exemple plus local avec la société luxembourgeoise iNui Studio basée à Foetz : «**Cette petite société a signé un accord de partenariat avec le géant Samsung, un accord qui représente près de la moitié du chiffre d'affaires de cette petite structure luxembourgeoise**». Autre exemple pris en référence par la commissaire européenne, la Brasserie nationale : «**Cet acteur important au niveau local, producteur des bières Battin et Bofferding, peut, grâce à des accords de libre-échange, notamment avec la Colombie, s'attaquer à un marché 100 fois plus grand que le marché luxembourgeois. Aujourd'hui, 20 % de la production de la brasserie est dédiée à l'international**», a assuré Cecilia Malmström.

La commissaire a donc rappelé l'importance d'un accord de libre-échange avec la Colombie et la Corée du Sud, mais également avec le Canada, depuis jeudi dernier et l'ouverture du CETA. «**Grâce au CETA, les barrières douanières n'impac-**

teront plus les entreprises luxembourgeoises», a indiqué la commissaire européenne. Elle a ensuite précisé «**que d'autres accords de libre-échange étaient en bonne voie, comme avec le Japon qui a déjà signé un accord de principe. Cet accord, qui devrait être finalisé pour la fin de l'année, est un bon accord, tout comme celui que nous sommes en train de finaliser avec le Mexique. De plus, l'Europe est en train d'ouvrir des négociations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande**», a précisé Cecilia Malmström.

Pas à n'importe quel prix

La commissaire européenne a souligné qu'aucun accord commercial ne peut affaiblir les règles et les normes européennes en matière social ou environnemental, voire encore sur le plan de la protection du consommateur. «**C'est la bonne chose à faire, cela répond à la préoccupation des citoyens, que nous écoutons. D'ailleurs, c'est pour cela que nous avons réformé le système des tribunaux arbitraux au niveau international**», a finalement conclu Cecilia Malmström.

Clairement, la commissaire européenne a dressé un tableau plus que positif du libre-échange sans oublier de préciser que l'Union européenne voulait garder ses valeurs et ses normes au cœur même de chaque accord de libre-échange. Pas certain que les altermondialistes l'entendent de cette oreille...

Asselborn met en garde l'EU

Présent lors de l'intervention de Cecilia Malmström, Jean Asselborn, le ministre des Affaires étrangères, a rappelé que l'économie luxembourgeoise ne peut survivre qu'en étant ouverte sur l'Europe et sur le monde, tout en mettant en garde contre les dangers d'une politique de libre-échange débridée. Le

ministre a insisté sur la promotion de la transparence ainsi que sur l'implication de la société civile et des parlements dans les dossiers commerciaux, avant d'expliquer que «**les politiques commerciales de l'Union européenne ne doivent pas conduire au délitement de nos valeurs, mais à leur exportation**», faisant ainsi notamment référence aux normes sociales et environnementales, ainsi qu'aux normes en matière de protection des données ou de sécurité alimentaire.



Photo : François Aussems

Cecilia Malmström a pris l'exemple de la Brasserie nationale, qui a accès au marché colombien, pour expliquer les bienfaits du libre-échange.